

Nouveaux Cahiers du socialisme



Chantal Mouffe, *For a Left Populism*, Londres, Verso, 2018

Cory Verbauwhede

Number 22, Fall 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/91556ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Verbauwhede, C. (2019). Review of [Chantal Mouffe, *For a Left Populism*, Londres, Verso, 2018]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (22), 248–250.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

fédéral et les provinces de procéder sans leur consentement. La mobilisation a obtenu un minimum de reconnaissance dans l'article 35 de la nouvelle constitution. Il n'en sortira cependant aucun changement réel des politiques gouvernementales.

Arthur Manuel est décédé en 2017, peu de temps après avoir contribué à la convergence des organisations de lutte autochtones *Defenders of the Land* et *Idle No More*. Conscient des limites des organisations officielles comme les conseils de bande, souvent en situation de dépendance par rapport aux autorités néocoloniales, il fait ressortir dans son ouvrage la nécessité de mobilisations sortant du cadre des réserves et des structures gouvernementales.

Chantal Mouffe

For a Left Populism

Londres, Verso, 2018

Cory Verbauwhede

Ce court essai, qui a reçu beaucoup d'attention en raison du rôle de mentor que Chantal Mouffe a joué auprès du mouvement Podemos, a le mérite de distiller en une centaine de pages les observations d'une riche carrière de réflexions politiques dans la tradition (post) marxiste. Mouffe propose une analyse qui permet de situer théoriquement ce qu'elle appelle, avec d'autres, le « moment populiste » actuel. Elle voit dans cette conjoncture historique l'occasion de mettre enfin un terme au cul-de-sac « postpolitique » des gouvernements de centre gauche et de centre droit, qui se succèdent depuis des décennies sans proposer de réelles solutions de rechange au capitalisme financier. Elle réactualise ainsi des idées qu'elle a commencé à développer à partir du milieu des années 1980, lorsqu'elle a publié *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale* (2009) avec le penseur argentin Ernesto Laclau. Constatant l'échec des partis socialistes et sociaux-démocrates à prendre au sérieux les mouvements antiautoritaires issus des révoltes de Mai 68, Mouffe et Laclau y exhortaient la gauche à se libérer de l'« essentialisme de classe » hérité du marxisme orthodoxe afin d'inclure aussi d'autres confrontations que celles basées sur les classes sociales.

Face à l'« hégémonie » actuelle du néolibéralisme et face à la complicité des partis de gauche traditionnels à son ascension, Mouffe en appelle désormais à la construction d'un sujet politique conçu comme un « peuple » qui s'opposerait à l'« oligarchie »

par la mise en place d'une « frontière politique » qui puisse séparer le « nous » des autres. Comme exemple d'une telle opposition, elle évoque les mouvements récents contre l'austérité fiscale. Sans entrer dans les détails, elle préconise la mise en place d'une « chaîne d'équivalence entre les nombreuses luttes contre la subordination » afin de réclamer « la liberté et l'égalité pour toutes et pour tous » et non pas seulement pour la classe ouvrière. Malgré l'internationalisation du capitalisme, l'État-nation – ou dans certains cas les régions qui s'y substituent – demeure pour Mouffe le locus de l'engagement politique, en raison du rôle que jouent les « affects » dans la construction des identités. Ce « populisme de gauche », mené idéalement par un leader qui est « égal parmi ses pairs », canaliserait cette énergie « libidinale » vers une fierté nationale reliée aux valeurs de liberté et d'égalité plutôt que celles, xénophobes, du « populisme de droite ». Des alliances pourraient par la suite être établies.

Mouffe adhère à l'analyse du néolibéralisme proposée par le marxiste David Harvey, pour qui la logique paradigmatique de celui-là est l'accumulation par la dépossession et non par l'expansion du salariat, comme c'était le cas du capitalisme des décennies d'après-guerre. Pour Harvey, la stratégie néolibérale vise « la centralisation de la richesse et du pouvoir entre les mains de quelques-uns à travers une série de pratiques clés [...] telles que la privatisation et la financiarisation ». Pour Mouffe, par cette dépossession massive, le néolibéralisme aurait multiplié les bases susceptibles d'être mobilisées par un populisme de gauche, en reliant l'exploitation économique avec les dominations et discriminations de tout genre. Pour profiter de cette conjoncture, Mouffe propose de s'inspirer des tactiques de Margaret Thatcher qui, dans les années 1980, a réussi à dissocier les notions de liberté et d'égalité jusqu'alors constitutives de la notion de citoyenneté démocratique, pour bâtir une nouvelle « hégémonie » centrée autour de la figure du consommateur et du contribuable. Pour ce faire, Thatcher aurait profité de l'affaiblissement du providentialisme et d'une défection concomitante des classes moyennes. Or, maintenant que les classes moyennes sont à nouveau victimes de « paupérisation et de précarisation », elle voudrait bâtir un mouvement recentré sur la « question sociale », à l'aide d'une « radicalisation de la démocratie », afin de « clairement articuler [celle-ci] avec l'égalité des droits, l'appropriation sociale des moyens de production et la souveraineté populaire ».

Sur le plan pratique, Mouffe défend un « réformisme radical » qui entend dépasser le « réformisme pur », afin de « faire de l'État un vecteur d'expression d'une pluralité de demandes démocratiques ». Elle ne remet pas pour autant en question la démocratie libérale représentative, laquelle constitue selon elle le seul moyen de coordonner les valeurs clés de liberté et d'égalité. Elle nie donc l'amalgame entre le libéralisme politique et le capitalisme qui est souvent fait par d'autres théoriciens, notamment marxistes : si elle admet que la liberté et l'égalité sont nécessairement en tension, elle estime qu'elles peuvent néanmoins être amenées à se contrebalancer. Par exemple,

pour Mouffe, « l'individualisme libéral était tempéré par des pratiques sociales-démocrates » lors du compromis social d'après-guerre. Elle en appelle, enfin, non pas à un retour au keynésianisme, dont le productivisme est incompatible avec les principes écologiques, mais plutôt à une sorte d'écosocialisme basé sur un nécessaire alliage des luttes sociales et écologiques, alliage sans lequel l'écologisme peut par ailleurs rapidement devenir « antidémocratique ».

Les marxistes ne seront évidemment pas convaincus, et Mouffe ne cherche vraisemblablement pas à les convaincre : elle les accuse d'imposer des idéologies et de refuser de « prendre les gens comme ils sont ». En raison de son appel aux politiques « agonistes », celles et ceux qui cherchent une solution immédiate à la polarisation de nos sociétés n'y trouveront pas leur compte non plus. Mais la gauche devrait être d'accord, avec Harvey et Mouffe, sur le fait que « c'est la nature profondément antidémocratique du néolibéralisme, soutenue par l'autoritarisme des néoconservateurs, qui devrait sûrement être l'axe principal de la lutte sociale ». Avec de tels ennemis communs, nous devrions pouvoir nous allier tant contre le tsunami de la marchandisation mondiale que contre le populisme xénophobe. Mouffe propose une base théorique pour entamer une telle alliance, et plusieurs mouvements, dont au premier plan Podemos et Syriza, s'en sont inspirés avec un succès difficilement imaginable il y a même dix ans, malgré leurs récents déboires. Reste à savoir si lesdits déboires révèlent une limite inhérente au « populisme de gauche ».

Manon Massé

Parler vrai

Montréal, Écosociété, 2018

Kaveh Boveiri

En lisant *Parler vrai* de Manon Massé, si vous êtes très religieux, vous n'aimerez peut-être pas l'affirmation que « Dieu... doit être aussi, quelque part, homosexuel » (p. 37); si vous êtes un converti à l'Union soviétique, vous n'aimerez pas lire que « le mur de Berlin est encore solide : on a l'impression qu'il n'y a plus d'avenir » (p. 32); si vous êtes un philosophe qui se méfie de l'ouverture du discours religieux, vous vous méfiez peut-être de « l'analyse critique à travers la foi » (p. 29).

Cependant, si vous demeurez patient ou patiente jusqu'à la fin, vous trouverez sans doute le livre honnête et intime. L'auteure, la dernière d'une famille de trois enfants,